

# PRÉFACE

Par Boris Martin

Que *L'Adieu à l'humanitaire ?* ait inspiré Bertrand Bréqueville au point qu'il s'attelle dans *L'Humanitaire sous l'emprise du néolibéralisme* à en prolonger la problématique ne pouvait que me ravir. Il est toujours satisfaisant pour un auteur de voir son travail provoquer une étincelle qui éclaire sa propre réflexion et en amorce d'autres. Que, par un effet retour, Bertrand Bréqueville me propose de préfacer son ouvrage ne fait que m'honorer.

On nous dira que nos deux titres n'inspirent pas l'optimisme et, peut-être même, qu'ils représentent une attaque en règle du secteur humanitaire et du monde des organisations non gouvernementales (ONG) en particulier. Il n'y aurait rien de plus erroné. Nos deux ouvrages ne font que défendre ceux que David Rieff appelle « les derniers des justes, ces humanitaires<sup>1</sup> ». Des années passées parmi eux n'ont fait que me convaincre de la pertinence d'une autre phrase de Rieff: « Il n'y a rien de petit ou d'insuffisant dans ce qu'ils font, sauf dans la mesure humaine tragique que tout effort est insuffisant, toute gloire transitoire, toutes les solutions inadaptées aux situations, toute aide dérisoire par rapport aux besoins<sup>2</sup>. » Et c'est bien parce que l'engagement de ces humanitaires mérite toute notre admiration que celle-ci doit s'accompagner d'une attention aux périls qui guettent les ONG. Leur prise en tenaille croissante par l'écosystème néolibéral est de ceux-là. *L'Humanitaire sous l'emprise du néolibéralisme* puise à cette même inquiétude de les voir dépouillées de leur capacité de révolte, empêchées de changer la marche du monde, en somme vidées de leur substance.

Le plus inquiétant est d'observer l'inconséquence assez générale avec laquelle le secteur humanitaire appréhende ce que j'appelais l'« offensive néolibérale ». Bertrand Bréqueville, lui, va plus

---

1. David Rieff, *L'Humanitaire en crise*, Le Serpent à plumes, 2004, p. 295.

2. *Ibid.*

loin, dénonçant son « glissement vers un humanitarisme satisfait de lui-même, résultat d'une absence de regard critique sur sa propre doctrine, [qui] le rend toujours plus impuissant face à un néolibéralisme conquérant ». En cela, il trouve un allié de poids en Rony Brauman qui alertait déjà en 1992 : « L'humanitaire dérape dans l'humanitarisme, le second étant un dérivé dégradé du premier, comme le moralisme par rapport à la morale<sup>3</sup>. » Comment se fait-il alors que, mis en garde depuis si longtemps, l'humanitaire ait aussi peu résisté à ce glissement ?

Bertrand Bréqueville observe trois postures qui auraient valeur explicative. La première est à l'œuvre chez ceux qui prônent un « rapprochement avec le secteur privé lucratif », les apôtres du « partenariat bien compris », ces tenants de la « capitulation en rase campagne », pour reprendre la formule de l'auteur. La deuxième se retrouve chez ceux qui considèrent que l'humanitaire serait « victime de la force d'enrôlement du néolibéralisme » : c'est le syndrome du lapin pris dans les phares de la voiture, « aveuglé ». La dernière est celle du « détachement, souvent habilement dissimulé derrière un pragmatisme qui fleure bon le terrain ». Au nom de l'engagement contre les fléaux qui ravagent la planète, les ONG renonceraient trop souvent à entrer dans la bataille contre le système qui les produit. Bertrand Bréqueville ayant le sens de la formule – ce qui rend son texte souvent savoureux –, on ne se privera pas de le citer quand il paraphrase Bossuet : « Il y a quelque chose de tragique dans cet humanitaire-là qui en viendrait presque à chérir les causes systémiques des maux qu'il entend soulager. »

De fait, ces maux ne manquent pas et les ONG sont toujours en première ligne pour panser les plaies. Les crises, nombreuses, multiformes, parfois récurrentes, souvent complexes qui forment leur quotidien et parfois l'actualité médiatique les vouent à l'action. Et qu'on ne se méprenne pas : elles ne s'y laissent pas enfermer, s'évertuant également à traiter des thèmes essentiels qui subsument ces crises. Parce qu'elles y voient des accélérateurs de ces dernières ou des contraintes à leur action, les ONG se saisissent de ces thèmes

– sécurité, nouvelles technologies, épidémies ou encore changement climatique – et y réfléchissent.

Mais tout se passe comme si – au-delà des postures décrites par Bertrand Bréqueville – elles ne voyaient pas que la plupart de ces thèmes sont, d'une manière ou d'une autre, connectés à cette « rationalité néolibérale » qu'évoque l'auteur. Ainsi la sécurité questionne-t-elle, notamment, le rôle inquiétant des sociétés militaires privées. Et si, en humanitaire comme ailleurs, les nouvelles technologies offrent des opportunités, elles ne doivent pas exonérer les ONG d'une sérieuse prudence vis-à-vis des entreprises qui les développent. Enfin, chacun en convient aisément aujourd'hui, les épidémies comme le changement climatique doivent être appréhendés au prisme des industries lourdes, notamment polluantes. Si l'on ajoute les questions de gouvernance qui, au sein même des ONG, se patinent de plus en plus des règles du management privé, on réalise qu'aucun sujet – ni la manière de le traiter – n'échappe désormais à l'emprise de la machine néolibérale.

À vrai dire, aucun domaine n'y échappe. Et chacun peut s'en rendre compte dans son quotidien. Les services sociaux, les hôpitaux, l'enseignement supérieur et la recherche, la science en général, la culture, l'agriculture et l'alimentation, ou encore la presse succombent à cette emprise. La géographie elle-même n'y résiste pas : en février dernier, le conseil municipal de la ville de Vendôme a vendu pour 10 000 euros le nom de la commune au groupe LVMH pour « toute création de collection ou de produits liés à la joaillerie de luxe<sup>4</sup> ». Ces petites touches par lesquelles le système étend son empire peuvent paraître bien anecdotiques. Elles ne le sont pas.

Dans *L'Adieu à l'humanitaire ?*, j'avais montré comment – à petits pas – la logique libérale qui s'était d'abord appliquée aux collectivités locales par le biais des partenariats public-privé s'était ensuite transportée aux associations nationales via les contrats à impact social<sup>5</sup>. De là, ces derniers avaient été transposés aux associations

3. Rony Brauman, « Contre l'humanitarisme », 1<sup>er</sup> juin 1992, CRASH. <https://www.msf-crash.org/fr/publications/guerre-et-humanitaire/contre-lhumanitarisme>

4. Blaise Mao, « La ville de Vendôme vend son nom à LVMH contre des emplois », *Usbek & Rica*, 9 février 2001. <https://usbeketrica.com/fr/la-ville-de-vendome-vend-son-nom-a-lvmh-contre-des-emplois>

5. Des mécanismes financiers « innovants » sur lesquels Bertrand Bréqueville revient en détail.

internationales de développement. Nous étions en 2015 et je m'interrogeais benoîtement sur le moment où nous verrions ces mécanismes adoptés par les organisations humanitaires. Il n'aura pas fallu attendre deux ans pour que cela advienne. En 2017, la première « obligation à impact humanitaire » voyait le jour, sous l'impulsion d'une banque suisse qui « aurait investi des sommes colossales dans des entreprises fabriquant des armes proscrites internationalement », nous apprend Bertrand Bréqueville.

Car celui-ci s'était déjà engagé dans cette réflexion, reprenant en quelque sorte le flambeau. Dans mon propre essai, je m'étais attaché à décrire – en l'appliquant aux ONG – la dynamique de ce système néolibéral qui, par certains aspects, est d'une plasticité fascinante. Chemin faisant, j'esquissais l'hypothèse d'une alliance objective entre les entreprises et l'État pour expliquer la facilité désarmante avec laquelle il enserrait peu à peu le monde humanitaire. Mais demeurait cette question : pourquoi les ONG avaient-elles autant de difficultés à s'en convaincre – une étape essentielle, on en conviendra – avant, le cas échéant, de s'en défendre ? Succombaient-elles à cette vanité de croire qu'elles pourraient résister à l'avancée du rouleau compresseur, voire en dévier la trajectoire ?

Prenant le relais de ces interrogations auxquelles je n'avais pas vraiment trouvé de réponse, Bertrand Bréqueville a décidé d'aller voir loin et en profondeur : il est entré dans la matrice humanitaire, en a décrypté le code génétique et en ressort avec une hypothèse. Selon lui, « l'humanitaire n'est pas un à-côté du néolibéralisme, il en est le compagnon de route ». Et cela n'a rien d'infamant en soi, là encore, tant l'explication est historique et systémique. Se construisant sur les cendres – qu'il n'a pas peu contribué à attiser – du tiers-mondisme, l'humanitaire moderne est apparu au camp libéral comme l'allié rêvé dans sa lutte contre le communisme et pour la victoire de l'économie de marché. La fin de l'Histoire ayant été décrétée par Fukuyama et la machine néolibérale étant devenue plus qu'un système économique – une idéologie, sinon la seule –, la mue de l'humanitaire vers l'humanitarisme n'avait plus qu'à s'amorcer.

Ce qui serait infamant, c'est de la laisser parvenir à maturité. Ce qui serait une faute à l'aulne de l'histoire admirable des ONG humanitaires, c'est qu'elles refusent de se détacher de cette filiation et de se hisser au-delà de leurs origines pour combattre les effets

délétères d'un système qui s'est développé au-delà du raisonnable. Car désormais, comme enivrée par le « principe de mouvement » qui l'anime, la machine libérale s'attaque à ses propres compagnons de route. L'humanitarisme néolibéral qui vient serait en quelque sorte le reflet atrophié, dévoyé et trompeur de l'humanitaire, comme le portrait de Dorian Gray qui, dans l'ombre, en silence, se paraît de tous les stigmates dont son modèle était étrangement indemne.

Puisque l'humanitarisme néolibéral dont Bertrand Bréqueville appelle à l'éradication n'est pas complètement advenu, il est encore temps de préparer la mère des batailles, celle qui rassemblera toutes les autres. Des services sociaux à la presse en passant par la recherche ou le monde de la culture, les énergies ne manquent pas pour retrouver le sens du bien commun contre la somme des intérêts à court terme. Dans leur propre camp, les ONG ne manqueraient pas d'alliés en agrégeant, fortes de leur poids réputationnel et financier, la société civile tout entière. La pandémie de la Covid-19 pourrait-elle représenter un catalyseur ? Bertrand Bréqueville le suggère. Cet événement-monde aura en tout cas révélé les conséquences mortelles auxquelles ce système néolibéral livré à lui-même peut mener, autant que les inégalités sociales qu'il a générées. Parce que, là aussi, les ONG humanitaires ont bien souvent été en première ligne, elles devraient garder la main, s'engager dans la bataille et ainsi retrouver leur substance.

Pour y parvenir, le livre de Bertrand Bréqueville dessine de nombreuses pistes aussi stimulantes que son analyse est pointue – et donc parfois piquante –, argumentée et constructive. Je ne peux que souhaiter à son auteur qu'il inspire, à son tour, de nouvelles réflexions, une prise de conscience et surtout une véritable mobilisation pour défendre un humanitaire de combat.

*Boris Martin est éditeur indépendant et auteur. Il a publié plusieurs ouvrages consacrés à l'action humanitaire dont Critique de la raison humanitaire (dir. avec Karl Blanchet, préface de Rony Brauman, Le Cavalier Bleu, 2006) et L'Adieu à l'humanitaire ? Les ONG au défi de l'offensive néolibérale (Éditions Charles Léopold Mayer, 2015). Il est également l'auteur de récits (« C'est de Chine que je t'écris... », Seuil, 2004 ; L'Iconoclaste, Éditions du Pacifique, 2014) et de nouvelles (Hong Kong, un parfum d'éternité, Elytis, 2010).*

# INTRODUCTION

La pandémie actuelle de Covid-19 a déjà emporté près de trois millions de vies humaines tout en aggravant profondément les inégalités sociales partout dans le monde. Comme le rappelle Oxfam dans son dernier rapport, il s'agit d'un monde dans lequel, depuis quarante ans, les 1 % les plus riches gagnent plus de deux fois les revenus cumulés de la moitié la plus pauvre de la population mondiale. La pandémie a précipité des centaines de millions de personnes supplémentaires dans le dénuement. Alors que les 1 000 milliardaires les plus fortunés de la planète ont retrouvé leur niveau initial de richesse en seulement neuf mois, il faudra plus d'une décennie aux personnes les plus pauvres pour se remettre des conséquences économiques de la Covid-19. Oxfam explique également que les richesses accumulées par les 10 milliardaires les plus riches – dont un certain Bernard Arnault – depuis le début de la crise sanitaire seraient suffisantes pour empêcher quiconque de tomber dans la pauvreté et pour financer un accès universel au vaccin contre ce coronavirus<sup>1</sup>.

À l'aube de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, la nocivité des politiques économiques néolibérales n'est plus à démontrer tant elle s'observe tous les jours aux quatre coins de la planète. La pandémie actuelle de Covid-19 ne l'a rendue que plus criante, non seulement en révélant l'ampleur des inégalités sociales, mais aussi en faisant éclater au grand jour les fragilités de certains systèmes de santé. À ce sujet, les statistiques de l'OCDE sont tout simplement édifiantes. Rien qu'en France, le nombre total de lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants est passé de 8,49 en 1997 à 5,98 en 2017<sup>2</sup>, ce qui correspond à la suppression de plus de 100 000 lits. Plusieurs milliers

---

1. Esmé Berkhout *et al.*, *Le Virus des inégalités. Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*, trad. Pierre Le Grand et Jérôme Richard, Oxfam International, janvier 2021. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-des-inegalites>

2. OCDE (2020), « Lits d'hôpitaux » (indicateur).

de suppressions supplémentaires ont été mises en œuvre depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. En dix ans, 8 milliards d'euros d'économies ont été imposées à l'hôpital public et, avant l'épidémie de Covid-19, 600 millions d'économies supplémentaires étaient demandées pour 2020<sup>3</sup>. Ce sont bien les politiques d'austérité, sous-tendues par la logique économique néolibérale, qui, conjuguées à un gel du taux des cotisations sociales en vigueur depuis la fin des années 1970, ont littéralement démolé notre système de santé au cours des dernières décennies<sup>4</sup>. Pendant ce temps, les dividendes versés aux actionnaires de Sanofi n'ont fait qu'augmenter. Ils ont ainsi été multipliés par 11,5 entre 2000 et 2020, passant de 350 millions à quatre milliards d'euros<sup>5</sup>. Mais le néolibéralisme ne se résume pas à une question de politique économique ou à des chiffres.

Depuis Michel Foucault et ses cours de 1978-1979 au Collège de France, publiés sous le titre *Naissance de la biopolitique*, nombreux sont celles et ceux qui ont cherché à mieux cerner le néolibéralisme au-delà de ses différences avec le libéralisme classique. S'appuyant sur la notion foucauldienne de « rationalité gouvernementale », le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval voient dans le néolibéralisme un processus continu et dynamique conditionnant les conduites et les pratiques des individus aussi bien que celles des États. Le néolibéralisme repose sur une extension de la logique concurrentielle du capitalisme. Cette logique a besoin d'institutions, de normes, d'incitations et, par conséquent, des États. Conditionnées par le néolibéralisme, les politiques publiques portées par les États sont également déterminantes pour le « système ».

3. André Grimaldi et Frédéric Grenu, « L'hôpital, le jour d'après », *Le Monde diplomatique*, avril 2020, p. 17.

4. Historiquement, en France, les hôpitaux publics sont financés par les cotisations sociales. Le gel de longue date de leur taux a probablement ouvert la porte à des modes de financement pour le moins discutables, tels que la tarification à l'activité, introduite en 2004. En juillet 2020, au terme d'une concertation de plusieurs semaines lancée à la suite de la crise sanitaire, le ministre de la Santé, Olivier Véran, annonçait la réduction de la part de la tarification à l'activité dans le financement des hôpitaux.

5. Olivier Petitjean, « En vingt ans, les dividendes distribués aux actionnaires du CAC 40 ont augmenté de 269 % », *Bastamag*, 13 novembre 2020. <https://www.bastamag.net/CAC40-veritable-bilan-Observatoire-des-multinationales-dividendes-actionnaires-emploi>

Selon les auteurs, le capitalisme néolibéral parvient ainsi à faire accepter le cadre normatif et les règles de fonctionnement dont il a besoin. Ce *mode de pouvoir* n'est pas sans effet sur les différents échelons de la société, qui finissent par intégrer ce fonctionnement et l'obligation de compétitivité qu'il induit. D'après Pierre Dardot et Christian Laval, s'ensuit une concurrence généralisée à tous les niveaux (des salariés aux sociétés elles-mêmes) et qui tend à faire de chaque individu un « capital humain<sup>6</sup> ». Et les auteurs de résumer ainsi ce qu'est le néolibéralisme : « une “raison-monde” qui a pour caractéristique d'étendre et d'imposer la logique du *capital* à toutes les relations sociales jusqu'à en faire la forme même de nos vies<sup>7</sup> ». Selon eux, le néolibéralisme peut donc être vu comme un « fait social total » que vient encore renforcer une rationalité « capable d'enrôler dans sa logique d'autres idéologies en concurrence avec lui sur le marché des “identités culturelles” ». Les auteurs prennent l'exemple de la Turquie où les réformes néolibérales menées par Recep Tayyip Erdogan n'entrent d'aucune manière en contradiction avec la réislamisation de la société encouragée par le président turc depuis plusieurs années<sup>8</sup>. En fait, le capitalisme néolibéral se satisfait des idéologies qui ne le remettent pas en cause dans ses fondements. Le néolibéralisme n'a aucun problème, par exemple, à lutter contre les discriminations et les inégalités autres que celles induites par les rapports sociaux de production, à être « inclusif » ou à se teinter de vert « écolo » dès lors que cela sert ses intérêts.

La complexité apparente de la rationalité néolibérale ne doit pas masquer la réalité de ses effets en termes politiques, économiques, sociaux et individuels. L'heure n'est pas forcément à l'optimisme et le temps semble malheureusement faire le jeu du néolibéralisme. Il est difficile de prédire ce que sera l'ensemble des répercussions politiques, économiques et sociales de la pandémie de Covid-19 à long terme. On aimerait croire à des lendemains qui chantent, au retour des « jours heureux » et à la vieille rengaine du « Plus rien ne sera

6. Pierre Dardot et Christian Laval, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte, 2016, p. 71 sq.

7. *Ibid.*, p. 10.

8. *Ibid.*, p. 11.

jamais comme avant ». Toutefois, il est peu probable que la pandémie fasse chuter le système capitaliste néolibéral. Ce dernier saura sûrement s'accommoder de quelques aménagements à la marge à partir du moment où il y va de sa survie. Certes, il y aura probablement, notamment dans la filière sanitaire, des relocalisations qui nécessiteront une certaine dose de protectionnisme, mais il convient d'avoir en tête que le néolibéralisme n'est pas réductible à la mondialisation. Il se satisfera d'une démondialisation partielle et temporaire. Le capitalisme néolibéral a su délocaliser en Chine quand cela était dans son intérêt, autrement dit pour bénéficier de coûts de production moins élevés, il saura relocaliser provisoirement afin de contenter une opinion publique chauffée à blanc. Il y a fort à parier que les délocalisations reprendront à moyen terme et que l'Inde remplacera tôt ou tard la Chine dans le rôle d'usine du monde. De même, la Covid-19 semble avoir eu raison de l'orthodoxie budgétaire et des mécanismes du Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne, mais les dérogations n'ont pas vocation à durer. Une fois la crise passée et digérée grâce à un minimum de relance keynésienne, on peut craindre que le naturel ordolibéral allemand ne revienne au galop et qu'un plafonnement des dépenses publiques ne redevienne vite la règle au sein de la zone euro. La pandémie ne devrait pas non plus éteindre la concurrence entre les États au vu de l'empressement stratégique que certains d'entre eux ont eu à lever les restrictions les plus fortes liées aux confinements. Ajoutons à cela la tentation de quelques États de profiter de la situation pour modifier le droit du travail ou prendre des mesures autoritaires, et il se pourrait bien que le système tire en fait profit de la crise. Comme l'ont montré les réflexions de la journaliste Naomi Klein dans *La Stratégie du choc*, il n'y a rien de mieux qu'une population en état de choc ou de sidération pour lui faire accepter les réformes nécessaires au déploiement de la logique néolibérale<sup>9</sup>.

Tout au long de l'année 2019, et avant que la pandémie de Covid-19 ne les mette temporairement en sommeil, les conflits sociaux et les mouvements de contestation se sont multipliés à travers

le monde : l'Algérie, Haïti, Hong Kong, le Chili, la Catalogne, le Soudan, l'Irak, l'Égypte... sans oublier la France avec les Gilets jaunes et les mobilisations contre la réforme des retraites. Malgré les restrictions liées aux confinements, la fin de l'année 2020 et le début de l'année 2021 tendent à montrer que la situation sanitaire n'est pas parvenue à éteindre toutes les contestations. Ces différents mouvements font suite à Occupy Wall Street, aux Printemps arabes et au mouvement des Indignés en 2011, au mouvement de la place Taksim d'Istanbul début 2013, à la montée du zadisme symbolisée par la lutte de Notre-Dame-des-Landes à partir de 2014, à Nuit debout en 2016... Pour différents que soient ces mouvements dans leurs origines, leurs sociologies, leurs revendications ou leurs niveaux de violence, ils illustrent tous, malgré tout, une même volonté de ne plus subir. Ces résistances sont salutaires, car elles portent en elles les germes d'une possible (re-)politisation de la société sans laquelle il sera impossible de sortir du néolibéralisme. Elles soulignent également le caractère universel ou, à tout le moins, universalisable des luttes contre le capitalisme néolibéral mondialisé. À côté de ces résistances, divers mouvements ou initiatives (coopératives, jardins partagés, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, mouvement des communs, mouvement de la décroissance, *buen vivir*...) sont autant de points d'appui pour une société alternative en devenir. Ce ne sont pas de simples « isolats », comme l'économiste et philosophe Frédéric Lordon les appelle parfois un peu dédaigneusement. Reste à savoir si l'agrégation de ces différents mouvements suffira à faire vaciller un jour le système.

Pendant ce temps, des femmes et des hommes luttent « simplement » pour leur survie. Le tableau humanitaire reste sombre en divers points du globe. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que seulement près de la moitié de la population mondiale était couverte par des services de santé essentiels en 2017<sup>10</sup>. D'après plusieurs agences onusiennes, près de 690 millions de personnes n'avaient pas assez à manger en 2019 ; les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 pourraient faire

9. Naomi Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal, Léméac / Arles, Actes Sud, 2008.

10. *Les Soins de santé primaires sur la voie de la couverture sanitaire universelle : rapport mondial de suivi 2019 – résumé d'orientation*, Genève, OMS, 2019 (WHO/HIS/HGF/19.1). Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

basculer 83 à 132 millions de personnes supplémentaires dans la sous-alimentation<sup>11</sup>. Selon l'Unicef et l'OMS, une personne sur trois dans le monde n'a pas accès à de l'eau salubre<sup>12</sup>. Enfin, avant la pandémie de Covid-19, l'ONU estimait à 168 millions le nombre de personnes qui auraient besoin d'aide humanitaire en 2020. Bien que son montant tende plutôt à progresser régulièrement, passant de 26,3 à 31,2 milliards de dollars entre 2015 et 2018 avant de redescendre à 29,6 milliards en 2019, la réponse humanitaire internationale ne parvient à couvrir que 64 % des besoins identifiés sur le terrain, d'après le *Global Humanitarian Assistance Report 2020*. Le même rapport indique qu'environ 30 % de cette réponse humanitaire internationale transite par les ONG humanitaires, ce qui illustre bien le poids financier qu'elles représentent<sup>13</sup>. Cependant, l'aide est très concentrée puisque, comme le rapporte *Le Monde diplomatique*, seulement douze ONG internationales et institutions onusiennes se sont partagé les deux tiers des financements humanitaires mondiaux en 2017<sup>14</sup>. Ce ne sont là que quelques chiffres...

Guerres, ventes d'armes par les puissances occidentales, phénomènes climatiques, habitudes de consommation des pays riches, dégradation environnementale qui affecte les moyens d'existence et favorise la propagation des épidémies, dépendance grandissante des paysans vis-à-vis des semenciers, accaparement des terres agricoles, industries extractives peu regardantes sur la santé et l'environnement, entassements urbains, flux financiers illicites, programmes d'ajustement structurel et autres politiques inadaptes... la liste des causes est longue et bien connue. Il serait absurde, sous prétexte que l'enjeu humanitaire est de sauver des vies et rien d'autre, de ne pas procéder à un minimum d'analyse. Nous faisons

donc l'hypothèse, somme toute raisonnable, que la plupart des situations auxquelles l'action humanitaire contemporaine tente de répondre sont le résultat direct ou indirect des méfaits du système capitaliste néolibéral mondialisé. Bien sûr, le capitalisme n'a pas attendu l'hégémonie néolibérale pour produire la plupart de tous ces effets mortifères. Néanmoins, par la manière dont il façonne les subjectivités, le néolibéralisme tend à légitimer la violence des rapports de production capitalistes ou à la faire passer pour inévitable, ce qui rend les résistances d'autant plus difficiles et nécessaires à la fois. Dès lors, il est primordial pour l'humanitaire – en tant que manifestation concrète de la solidarité humaine envers les plus défavorisés et en tant que doctrine – d'interroger la nature de sa relation avec le néolibéralisme. Beaucoup a été écrit sur l'humanitaire, mais assez peu sur son rapport au capitalisme néolibéral. Dans son ouvrage *L'Adieu à l'humanitaire ? Les ONG au défi de l'offensive néolibérale*, même s'il le fait surtout sous l'angle de l'influence grandissante des entreprises multinationales prises comme symbole connu de l'effet de système qui s'est mis en place, l'écrivain Boris Martin est l'un des rares à se pencher sur ce rapport<sup>15</sup>.

Inévitablement, l'humanitaire et le néolibéralisme interagissent. Les organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires sont même de mieux en mieux intégrées dans le système néolibéral mondialisé. Il s'agit d'apprécier la nature des interactions en question. L'humanitaire se satisfait-il du néolibéralisme ? Ne lui rend-il pas service en fin de compte ? Ou au contraire, seul ou par le biais de coalitions, est-il en mesure de lui opposer une résistance ? Ces questions ne sont pas anodines. Le rapport de l'humanitaire au néolibéralisme doit s'apprécier notamment à l'aune de la place que les ONG humanitaires souhaitent se donner dans les processus de transformation sociale, le tout alors que d'aucuns exhortent certaines d'entre elles à « rompre avec l'institutionnalisation<sup>16</sup> ».

11. FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020*, part. II : *Transforming Food Systems for Affordable Healthy Diets*, Rome, FAO, 2020.

12. *Progress on Household Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2000-2017: Special Focus on Inequalities*, New York, United Nations Children's Fund (UNICEF) and World Health Organization (WHO), 2019.

13. Development Initiatives, *Global Humanitarian Assistance Report 2020*. <https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2020/>

14. Frédéric Thomas, « Prendre le monde sans changer le pouvoir », *Le Monde diplomatique*, avril 2020, p. 7.

15. Boris Martin, *L'Adieu à l'humanitaire ? Les ONG au défi de l'offensive néolibérale*, Éditions Charles Léopold Mayer, 2015.

16. Michel Maietta, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », *La Revue internationale et stratégique*, dossier *Devenirs humanitaires* (dir. Michel Maietta et Stéphanie Stern), n° 98, été 2015, p. 59.

Un demi-siècle après les débuts du sans-frontiérisme, étape d'une incontestable importance dans l'histoire de l'humanitaire moderne, l'humanitaire peut-il se renouveler de manière substantielle? Et si oui, pourquoi et comment? Il n'est pas question ici de retracer toute l'histoire de l'humanitaire. Néanmoins, tout en nuancant certaines idées convenues, il importe de se pencher sur certains aspects particuliers de la genèse du sans-frontiérisme.

Comme nous le verrons dans un premier chapitre, la route du sans-frontiérisme croise très tôt celle du néolibéralisme. L'humanitaire a probablement sous-estimé la portée de cette rencontre précoce et son rôle dans l'intégration de l'humanitaire dans le système capitaliste néolibéral mondialisé.

Cette intégration rend les ONG humanitaires de plus en plus perméables aux influences et aux intérêts du néolibéralisme, ce que nous étudierons dans un deuxième chapitre. Nous distinguerons alors différentes situations de relative impuissance ou de mise sous influence : celles inscrivant certains droits (par exemple, les droits sociaux) dans une pure logique humanitaire, celles imposant aux ONG humanitaires des concepts neutres en apparence, mais idéologiquement chargés et, pour certains, préalablement vidés de leur potentiel de radicalité (par exemple, la protection sociale, la résilience, l'*empowerment*, le capital humain...), et celles induisant un rapport décomplexé au secteur privé lucratif.

En dépit de ces nombreuses influences, l'humanitaire dispose encore de son propre imaginaire. Celui-ci est fait de représentations et d'abstractions telles que les principes régissant l'humanitaire (humanité, impartialité, neutralité et indépendance), ou encore l'espace humanitaire, cet espace emblématique dans lequel les ONG humanitaires revendiquent le droit d'agir selon leurs principes. La communication joue un rôle essentiel dans la construction et la consolidation de cet imaginaire. Nous verrons dans un troisième chapitre à quel point cet imaginaire surpuissant est en fait le facteur d'une incroyable inertie à même de conduire l'humanitaire vers ce que nous appellerons l'*humanitarisme*. Pour cela, nous étudierons comment il contribue à faire de l'humanitaire une doctrine, voire une idéologie, qui, en plus de revendiquer son apolitisme, dépolitise.

La problématique de dépolitisation nous amènera, dans un quatrième chapitre, à considérer le rapport de l'humanitaire à la démocratie et, par conséquent, au politique. Sans négliger les jeux de pouvoir ni les déficits démocratiques structurels, souvent délétères, au sein des ONG humanitaires, la question essentielle sur laquelle nous nous pencherons sera néanmoins celle de la place donnée aux personnes concernées par l'aide humanitaire dans les mécanismes décisionnels. Comme nous le verrons, c'est malheureusement et paradoxalement sans véritable culture démocratique que les ONG humanitaires évoluent aujourd'hui dans le système néolibéral mondialisé.

Le temps n'est pas aux prospectives hasardeuses sur l'avenir que certains affectionnent tant. Afin de ne pas être seulement dans une posture critique déconnectée de l'action, le dernier chapitre de cet essai abordera le processus de transformation que l'humanitaire doit enclencher s'il souhaite résister efficacement au néolibéralisme, voire entrer dans une logique d'opposition franche et radicale. Certes, l'humanitarisme que nous déplorons contribue à accroître l'emprise du néolibéralisme sur l'humanitaire – raison qui nous incite à façonner le terme d'«humanitarisme néolibéral». Toutefois, l'humanitaire dispose encore d'un certain nombre de ressorts et de leviers qu'il peut actionner s'il en a la volonté, cette volonté qui, justement, n'a pas manqué aux pionniers du sans-frontiérisme il y a environ cinquante ans. Il s'agit donc pour les ONG humanitaires de se remettre en question. Loin d'être évident dans des structures parfois lourdes et complexes, un tel effort, dont on peut raisonnablement penser qu'il créera des tensions, voire des déchirements, est néanmoins nécessaire. L'enjeu n'est pas la survie organisationnelle des ONG humanitaires, mais plutôt la constitution d'un humanitaire de combat face au néolibéralisme. Il y va de la possibilité d'un autre monde. Encourager l'humanitaire à entreprendre cette remise en question tout en sensibilisant le public à ses enjeux, telle est l'ambition de cet essai.

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                 |   |
|-----------------|---|
| > Remerciements | 7 |
|-----------------|---|

---

|                                 |    |
|---------------------------------|----|
| <b>PRÉFACE</b> par Boris Martin | 11 |
|---------------------------------|----|

---

|                     |    |
|---------------------|----|
| <b>INTRODUCTION</b> | 17 |
|---------------------|----|

---

|  |    |
|--|----|
| <b>I. LE SANS-FRONTIÉRISME OU LA RENCONTRE DE L'HUMANITAIRE AVEC LE NÉOLIBÉRALISME</b>     | 27 |
| > Du Biafra à l'Afghanistan, d'un mythe à l'autre  | 27 |
| > De l'antitotalitarisme à l'anti-tiers-mondisme   | 32 |
| > Un air de famille  | 36 |
| > L'humanitaire, compagnon de route du néolibéralisme                                      | 41 |
| <b>II. L'HUMANITAIRE FACE AU NÉOLIBÉRALISME : ENTRE IMPUISSANCE ET MISE SOUS INFLUENCE</b> | 45 |
| > La logique humanitaire des droits sociaux dans le néolibéralisme                         | 45 |
| > La protection sociale au service du néolibéralisme ?                                     | 49 |
| > La résilience ou la naturalisation des crises  | 52 |
| > L' <i>empowerment</i> (le moins radical possible) à défaut d'émancipation                | 54 |
| > Et demain l'intersectionnalité ?   | 57 |
| > L'humanitaire, machine à investir  | 60 |
| > L'argent n'a pas d'odeur dans l'enfer pavé de bonnes intentions du néolibéralisme        | 64 |
| <b>III. L'IMAGINAIRE TOUT-PUISSANT DE L'HUMANITAIRE, UNE ILLUSION ?</b>                    | 73 |
| > Aux fondements de la doctrine humanitaire : des principes présumés infailibles           | 75 |
| > L'espace humanitaire : un espace à défendre ou à conquérir ?                             | 84 |
| > Le développement, impensé de l'humanitaire   | 86 |

|   |     |
|---|-----|
| <b>IV. HUMANITAIRE ET DÉMOCRATIE : LE GRAND MALENTENDU</b>                    | 91  |
| > L'humanitaire, refuge d'un monde post-politique                             | 91  |
| > Les ONG humanitaires prises au piège de la gouvernance et de la concurrence | 95  |
| > Au sein des ONG humanitaires, un pouvoir bien gardé                         | 100 |
| <b>V. DÉSARRIMER L'HUMANITAIRE DU NÉOLIBÉRALISME</b>                          | 105 |
| > L'humanitarisme néolibéral  | 105 |
| > Une bataille linguistique et culturelle                                     | 109 |
| > Des bailleurs à éduquer, d'autres à oublier                                 | 112 |
| > De nouveaux principes pour un nouvel ethos ?                                | 115 |
| > Pour un humanitaire politisant au service de la transformation sociale      | 121 |
| <hr/>   |     |
| <b>CONCLUSION</b>   | 129 |